

CherEs collègues,

Peu de temps est laissé aux discours lors des AGO – tant mieux penseront la plupart d'entre vous – mais j'ai quand même prévu quelques lignes au cas où l'ordre du jour me laisserait le loisir de m'adresser à vous. On ne sait jamais...

Le sens de mon intervention n'est pas de faire un bilan de l'année écoulée ou de ma présidence entamée en 2002. Mais plutôt de partager avec vous une réflexion modeste sur le passé et l'avenir de la SPG, en regard, bien sûr, du moment présent.

Il devient lassant de parler d'une actualité chargée, de dossiers toujours plus nombreux et prégnants. Pourtant, j'ai bien conscience qu'il n'y a pas d'abus à considérer que l'année que nous venons de vivre, tous ensemble, a été plutôt éprouvante, fatigante. Les satisfactions existent certes, d'aucuns ont trouvé chaussure à leur pied avec l'arrivée des directions d'établissements, mais qui pourrait affirmer que c'est un vécu partagé par la majorité, que, dans la balance, le positif l'emporte sur le négatif ? Personne, car c'est le contraire qui est la réalité, qui fait notre quotidien. Seule la direction générale ose servir des discours à l'eau de rose, peu convaincants par ailleurs, et sûrement contre-productifs. Le département joue dans le même registre en nous assurant – mais en ne nous rassurant pas du tout – que nous sommes « *sur la bonne voie* ». C'est du moins ce que le conseiller d'Etat dit dans le dernier numéro des *Clefs de l'école*. Sur quelle base tient-il ces propos ? Mystère ; même l'Observatoire concédait que les résultats de l'enquête menée par la SPG au début de l'automne dressaient un vrai tableau de la situation. L'insatisfaction régnait. Or, à l'évidence, aucun vrai enseignement n'a été tiré par les responsables, aucun changement n'a été proposé, aucune correction n'a été appliquée. Malgré les alertes et les recommandations du syndicat, les autorités préfèrent se réfugier derrière des communiqués lénifiants. La grogne persiste donc mais c'est comme si elle ne montait pas ou plus aux oreilles des occupants du 11 Jean-Calvin ou du 6 Hôtel de Ville... Faut-il aller crier sous leurs fenêtres, comme certains collégiens l'ont fait récemment ?

Objectivement, la charge de travail des enseignants a (encore !) augmenté et l'échec scolaire n'a pas reculé. Le refrain sur le fait qu'il est trop tôt pour juger du nouveau fonctionnement, qu'il faut laisser du temps au temps, etc. est bien commode, sûrement un moindre mal pour des dirigeants craignant de prendre des risques et de dire la vérité. En attendant, des élèves redoublent plus que durant les quinze dernières années et le corps enseignant s'épuise. Mais l'agrandissement de la prison de Champ-Dollon va bon train et il n'y a qu'à prévoir aussi l'extension de la clinique psychiatrique de Belle-Idée pour que tout rentre dans l'ordre, que tout le monde soit bien gardé ! Bon, admettons que je m'emporte et exagère quelque peu... Il est vrai qu'après tout nous sommes là, réunis en nombre encore aujourd'hui, et qu'on va bien arriver au bout de cette année scolaire, avec nos élèves, jusqu'au 26 juin ! Mais jusqu'à quand tiendrons-nous ? Telle est la question.

CherEs collègues, à ce stade, je ne peux pas m'empêcher de mettre cette année particulièrement difficile en perspective avec mes sept années de présidence. On dit qu'en amour, la septième année, une fois la première dépassée, constitue un cap déterminant. Ça passe ou ça casse, en quelque sorte, mais cela reste une

épreuve en soi. Cette septième année – il faut naturellement davantage y voir un effet dû à la conjoncture plutôt qu'à une règle quelconque – aura été la plus rude pour moi, je ne m'en cache pas. Je suis content de l'avoir conduite à terme mais cela n'a pas été évident. D'aucuns pourraient croire que je projette sur l'enseignement primaire les difficultés que j'ai rencontrées pour assumer le mieux possible ma tâche et qu'ainsi je dépeins un tableau exagérément noir. Honnêtement, je ne crois pas que ce soit le cas. Si je représente l'ensemble du corps enseignant, je n'ai pas pour autant une fonction de baromètre. Toutefois, si mes problèmes ne sont pas exactement les vôtres, ils sont, à mon humble avis, indissociables. En fait, tout est lié et par effet de cascade, les dysfonctionnements de la DGEP retombent sur les directions d'établissements, puis sur les enseignants. Qui eux, s'efforcent de préserver les élèves... Le désarroi qui résulte de cette déstabilisation engendre forcément un surcroît de travail pour la SPG. L'association professionnelle a été sollicitée comme jamais, à tous les niveaux.

Je sais bien qu'en ce qui concerne la messagerie électronique c'est le lot de tout le monde, mais j'aime bien me rappeler que quand je me suis installé au 14, bd Georges-Favon, en 2002, il n'y avait qu'un seul ordinateur, que me laissait de temps à autre ma secrétaire... Quand j'étais vice-président, les courriels étaient relevés une ou deux fois par jour et le temps que les quatre messages quotidiens se chargent – *tididadada*, pas d'ADSL – on avait le temps d'aller boire le café... Je m'étais fait un point d'honneur de répondre à tous les mails et si je crois avoir réussi ce challenge durant six ans, force est de constater que je n'y suis pas arrivé pleinement en 2009. C'est peut-être un détail mais un signe aussi. Signe que des choix doivent être opérés, qu'il faudra envisager de renoncer à certaines activités ou alors accorder plus de forces permanentes à l'association professionnelle. Certes, ce n'est pas agréable d'annoncer d'éventuels manques ou manquements à venir. Mais la SPG ne peut pas reprocher au département d'ignorer les difficultés et passer sous silence les siennes. Il ne s'agit toutefois pas de dramatiser. Malgré les attaques incessantes auxquelles ont été confrontés les syndicats ces dernières années, où personne n'a été épargné, et le contexte particulier des réformes avortées, et autres bouleversements dans l'enseignement, la SPG a joué un rôle majeur et obtenu des avancées considérables. Il suffit de penser à la revalorisation salariale arrachée en 2007 après 5 ans de lutte. Cette force de résistance et de proposition s'exerce chaque jour et ne doit pas se relâcher.

Aujourd'hui, nous avons besoin, plus que jamais, d'un syndicat fort. Face aux critiques sournoises, aux tentatives de divisions, aux vellétés de jouer la carte de l'individualisme pour s'en sortir, aux incitations à monter les uns contre les autres, nous devons résister ensemble, répondre non aux invitations iniques, montrer une solidarité exemplaire entre nous. Nous devons soutenir ceux qui – on les comprend – sont fatigués de résister, ceux qui seraient tentés, par lassitude ou parce que la noirceur du tableau leur tombe sur le moral, de rejoindre le clan des *béni-oui-oui*. Le syndicat n'a pas vocation d'annoncer que des bonnes nouvelles... L'actualité n'est pas réjouissante, le monde du travail et les relations entre employeur et employés se durcissent, c'est un fait avéré, et il ne faut pas pécher par naïveté. Notre devoir est de lutter pour obtenir des conditions de travail meilleures, afin de garantir un enseignement plus efficace. Il ne s'agit pas de camper sur des acquis. Il faut aussi refuser – comme pour l'échec scolaire – toute idée de fatalisme, conjoncturel ou autre. Nous devons

donc réfléchir ensemble aux moyens d'action que nous sommes prêts à déployer pour nous faire entendre et arriver à nos fins.

Je pense qu'il ne faut pas se leurrer. Les années qui vont suivre resteront conflictuelles et plus nous montrerons notre détermination tôt, sans céder, plus vite nous arriverons à nos fins. Il nous faut résolument viser un taux d'encadrement à 14, doubler le quota des heures dispensées par les maîtres spécialistes, diminuer sensiblement la charge d'enseignement, à 22 périodes pour un 100%, par exemple, etc. et négocier des modes nouveaux d'organisation du travail, équitables. Nous devons conditionner la mise en place du plan d'études romand et des autres projets liés à HarmoS à l'obtention de ces revendications minimales. Enfin, et je vais m'arrêter là bien qu'il y aurait encore d'autres sujets à évoquer, je pense que la gageure qui nous attend sera de veiller et de s'employer à ce que l'autonomie partielle des établissements le reste. C'est-à-dire que la prise en compte du contexte local et le fait de favoriser, si possible, l'intelligence au travail, ne débouchent pas sur une autonomie toujours plus grande, exagérée, qui en fin de compte, mettrait à mal l'équité et l'égalité de traitement, autant du corps enseignant que des élèves. Le langage managérial, déjà adopté par plusieurs directeurs, laisse craindre le pire. La SPG aura un rôle primordial à assumer pour que les élèves et les profs ne soient pas en fin de compte les victimes de « l'optimisation des ressources » et de « l'efficacité ».

Pour conclure, même si j'ai axé un peu mon discours sur mes sept années de présidence, vous savez qu'il n'y avait pas une échéance particulière cette année, vu que les mandats sont de deux ans, renouvelables trois fois. Tout ça pour vous rappeler que j'entamerai ma huitième et théoriquement dernière année de présidence à la prochaine rentrée et qu'il va falloir songer à ma succession... Nous aurons le temps d'en reparler. En attendant, la SPG a besoin de vous, engagez-vous, à l'AD, au comité, au Cartel, etc. il y a des places !

CherEs collègues, pour terminer vraiment, je vous livre cette citation tirée du dernier livre d'Emmanuel Carrère, *D'autres vies que la mienne* – une idée de lecture pour vos vacances si jamais – : « *Ne pas chercher quoi dire d'intelligent, laisser venir les mots qui sortent de sa bouche : ce ne sont pas forcément les bons, mais c'est seulement comme cela que les bons ont une chance de sortir.* » Voilà, c'est un peu ce que j'ai essayé de faire et j'espère que vous y avez trouvé quelque chose de bon. Et puis il fallait bien au moins une citation dans mon discours pour avoir l'air intelligent...

Merci de votre attention et au plaisir de vous retrouver encore une année entière !